SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 15 FÉVRIER 1860.

Rapport fait, au nom de la Commission des Naturalisations, par M. VAN SCHOOR, sur la demande de Naturalisation du sieur Jean-Hubert Nelissen, sous-officier à la première compagnie sédentaire.

(Voir le N° 13 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. D'OMALIUS D'HALLOY, Président; D'HOOP, DE BLOCK, le Baron DE TORNACO, le Comte MAURICE DE ROBIANO, le Chevalier VAN HAVRE, et VAN SCHOOR, Secrétaire.

MESSIEURS,

Le sieur Jean-Hubert Nelissen, né à Maestricht le 22 mars 1824, sollicite, par requête en date du 40 juin 1859, la grande naturalisation.

L'honorable rapporteur de la Chambre des Représentants, s'appuyant exclusivement sur les dispositions des lois du 27 septembre 1855 et 4 juin 1859, estime que le pétitionnaire ne réunit pas les conditions exigées pour l'obtention de la grande naturalisation; il a, en conséquence, proposé à la Chambre de ne prendre en considération la demande du sieur Nelissen, que comme tendante à lui faire obtenir la naturalisation ordinaire. La Chambre, adoptant les conclusions du rapport, a, dans sa séance du 31 janvier 1860, pris, dans ce sens, en considération la demande du sieur Nelissen à la majorité de 55 suffrages contre 11.

Le père du pétitionnaire, qui appartenait également à la partie cédée du Limbourg, ayant rempli en temps utile les formalités prescrites par la loi du 4 juin 1839, avait conservé la qualité de Belge. Il servait dans l'armée belge et mourut en 1848, étant encore en activité de service.

Le sieur Jean-Hubert Nelissen, versant dans une erreur généralement répandue, a cru qu'étant fils d'un père qui était resté Belge par suite de l'accomplissement de la formalité prescrite par la loi, la qualité de Belge lui appartenait de plein droit; il a donc négligé de faire, à sa majorité, la déclaration exigée par la loi de 1859.

Il vient maintenant demander à la Législature de lui accorder la qualité de Belge avec tous les avantages qui y sont attachés, qualité qu'il aurait

conservée si, à l'époque de sa majorité, il avait fait la déclaration prescrite.

En présence de la disposition de l'art. 2 de la loi du 30 décembre 1853, conçue en ces termes :

« Toute personne née dans les parties cédées du Limbourg ou du Luxembourg de parents qui, durant sa minorité, ont fait la déclaration prescrite par la loi du 4 juin 1839, est recevable, si elle n'a perdu la qualité de Belge que pour n'avoir point fait elle-même, en temps opportun, la déclaration exigée par cette loi, à demander la grande naturalisation sans qu'il soit besoin de justifier qu'elle a rendu des services éminents à l'État. »

Vous devez, Messieurs, admettre avec nous que, contrairement à l'opinion émise par l'honorable rapporteur de la Chambre des Représentants, le pétitionnaire est dans les conditions exigées par la loi pour pouvoir obtenir la grande naturalisation. En effet, Messieurs, c'est uniquement en vue des personnes qui se trouvent dans la position du pétitionnaire que le législateur de 1853 a inséré pareille disposition dans la loi.

Le sieur Nelissen, qui est sous-officier à la compagnie sédentaire, a toujours servi d'une manière honorable ; ses chefs ainsi que les autorités consultées le présentent comme digne de la sollicitude de la Législature. Il a droit, en vertu de la loi du 30 décembre 1853, à l'exemption des droits d'enregistrement.

Votre Commission, à l'unanimité, a l'honneur de vous proposer de prendre en considération la demande du pétitionnaire tendante à lui faire obtenir la grande naturalisation qu'il sollicite.

Le Secrétaire-Rapporteur,
J. VAN SCHOOR.

Le Président,
D'OMALIUS D'HALLOY.